

VOLONTE SOCIALISTE

bulletin du ceres

JUILLET-AOUT 1972

NUMERO 29 - 1 FRANC

ÉPINAY : PROMESSES TENUES

Un an après le congrès d'Épinay, il est temps de prendre la mesure de notre entreprise.

Le Parti Socialiste avait pris à Épinay trois engagements : refuser, dans sa pratique comme dans sa parole, « la troisième force », c'est-à-dire l'alliance traditionnelle de la social-démocratie ; jeter les bases de l'union de la gauche en établissant avec le parti communiste un programme commun de gouvernement à partir d'un programme socialiste démocratiquement élaboré avant le mois de mars 1972 : devenir enfin effectivement « un parti de masse et de classe », le parti du Socialisme : au service des travailleurs.

Le Parti a effectivement réglé sa pratique sur les perspectives de l'Union de la Gauche. Sans doute n'a-t-il pas remis en cause un certain nombre d'alliances municipales conclues ou reconduites en mars 1971, sous la « direction » d'Alain SAVARY, en violation de la ligne d'Issy-les-Moulineaux ; du moins a-t-il tenu une conduite suffisamment nette pour qu'on puisse les considérer, comme par ailleurs la présence de Robert Lacoste ou de Max Lejeune dans un groupe parlementaire, comme des crimes de famille enterrés comme souvenirs d'une époque révolue. Les bavures ont été rares et, comme dans le cas des élections partielles de la municipalité de Brive correctement sanctionnées ; dans celui d'Arles on peut admettre que la bonne foi autant que la vigilance de la Direction du Parti a été surprise : aussi bien cet exemple est-il venu à point rappeler que l'immoralité politique n'était jamais à terme un bon calcul électoral.

LE PROGRAMME SOCIALISTE

Le Programme du Parti, préparé et discuté à partir du mois de septembre, a été voté en mars à la Convention de Suresnes. Là encore, ni la manière dont les débats ont été conduits dans les sections, ni, bien entendu, leur résultat, c'est-à-dire le texte du programme, n'échappent à la critique. L'essentiel n'en demeure pas moins que, pour la première fois sans doute dans l'histoire du socialisme français, un débat de cette nature et de cette dimension ait eu lieu dans un organisation politique de masse. Si ce programme du Parti est par définition une synthèse, c'est sans aucun doute possible, un programme socialiste, c'est-à-dire :

- 1) qu'il prend en compte toutes les revendications des travailleurs, en leur donnant une portée révolutionnaire ;
- 2) que sa mise en œuvre effective entraînerait à coup sûr la rupture de la société capitaliste ;
- 3) parce qu'il a dessiné à l'avance, et par conséquent rendu possible, les lignes de force du programme commun.

Le référendum-plébiscite de Pompidou devait confronter les socialistes, un mois après le vote du programme, à la première épreuve de la réalité. Dans cette circonstance, le Parti a su trouver la seule réponse juste, l'imposer dans ses propres rangs, la faire comprendre et partager dans des conditions particulièrement difficiles à une part considérable des citoyens. Il vaut la peine de s'arrêter un instant sur un épisode qui a donné au Parti Socialiste,

héritier d'organisations électoralistes par excellence, l'occasion de trouver dans une position anti-électoraliste sa première victoire électorale.

LE REFERENDUM

Le référendum était, pour une grande part, une machine de guerre destinée à faire exploser l'union de la gauche et le Parti Socialiste lui-même avant que l'un et l'autre aient pris leur figure véritable.

Toute l'inertie social-démocrate et sa pente à la collaboration de classe inclinait nombre d'adhérents anciens à souhaiter que celui-ci réponde « présent ! » à l'Europe de Pompidou, que le programme socialiste venait pourtant de condamner. D'autres camarades, dont l'inspiration socialiste n'était, elle, pas contestable, mais le jugement peu assuré, inclinaient à rallier purement et simplement la position des communistes en faveur du « non ». Le Parti Communiste semble avoir vécu quelques jours d'hésitation ; avant de proclamer que le vote négatif était, plutôt que le refus de vote, la seule réponse fondée à l'escroquerie du pouvoir, n'avait-il pas engagé avec les socialistes une discussion dont bien des militants communistes pensaient qu'elle allait rassembler les deux partis dans une campagne commune en faveur de l'abstention ? Quelles qu'aient pu être la part respective des motivations qui ont déterminé le Parti Communiste — désir de capitaliser — surtout en province — un mécontentement disparate en prenant une position politiquement fausse mais plus facile à expliquer aux électeurs que le refus de vote ; désir d'apparaître comme la seule force d'opposition résolue ; désir enfin de faire éclater chez les socialistes des contradictions supposées insurmontables ; il est certain qu'il n'a tenu alors qu'au Parti Socialiste de sauver avec sa propre unité, la possibilité de l'union de la gauche. En refusant le jeu truqué de Pompidou, le Parti s'est retrouvé lui-même ; il a commencé à retrouver du même coup l'espoir et la conviction des travailleurs.

Le résultat du référendum a fortement contribué à donner à l'accord politique entre socialistes et communistes la dimension que les masses populaires veulent qu'il ait : très au-delà d'une déclaration d'intention justifiant une entente électorale, l'engagement d'appliquer un programme de gouvernement précis, complet, fondé sur une analyse méthodique des besoins et des ressources de la société française, de la volonté des masses populaires.

LE PROGRAMME COMMUN

Personne ne s'est trompé sur la portée du programme commun, et surtout pas nos adversaires. En ce qui le concerne, en particulier, le Parti Socialiste, comme le disait Jean Poperen à la tribune de la Convention Nationale du 27 juin, « peut être fier de ce qu'il a accompli depuis un an ». Nous dirons qu'il a, en effet, tout simplement tenu les engagements qu'il avait pris envers lui-même et l'ensemble des travailleurs ; le mandat d'Épinay a été rempli. De toutes les promesses d'Épinay, la plus importante,

celle par laquelle toutes les autres prennent sens et perspectives reste par conséquent plus actuelle que jamais :

Faire du parti d'Epinay le parti du socialisme n'est pas un dessein qui se réalise dans l'année ; disons pourtant que ce qui, il y a un an, était sans doute un pari, est devenu aujourd'hui une entreprise.

Plus de 100 000 adhérents, et surtout le cinquième d'entre eux venu au Parti depuis le début de l'année, des centaines de sections nouvelles et, en particulier, des sections d'entreprises et des sections universitaires, un développement général et continu de l'activité militante, bref, comment l'annonçait *Volonté Socialiste* à la veille d'Epinay : Unité et rénovation.

Pourtant, le plus long, le plus difficile, le plus important reste à faire. Il est essentiel que tous nos camarades en prennent exactement conscience.

L'entreprise qui consiste à prendre appui sur l'héritage de la social-démocratie française pour donner au socialisme l'instrument dont il a besoin demande autant de souffle que d'inspiration : si l'époque de la plongée sous-marine est terminée, nous n'avons pas encore traversé la Manche. Les bases de notre parti et celles de l'union de

la gauche sont jetées : il reste aux militants à faire leur Parti et aux masses populaires à développer dans l'union de la gauche les ferments de l'unité populaire.

Prenons la mesure exacte des difficultés qui nous attendent : nul n'est plus tenté qu'un nouvel adhérent de prendre ses désirs pour la réalité. L'unité du Parti n'est pas séparable de sa rénovation, et la rénovation du Parti ne fait que commencer : il suffira, si l'on en doute, de comparer le programme du Parti, et le programme commun aux discours électoraux de nombre de candidats socialistes aux élections législatives. Ce décalage est bien normal : la rénovation vient de la base et la base vient, dans une mesure croissante, de l'extérieur. La tâche prioritaire de nos militants doit être d'aider leurs nouveaux camarades dans leur travail de formation politique. C'est avec eux et grâce à eux qu'ils permettront au Parti Socialiste de trouver ce point d'équilibre, en-deçà duquel la rigueur se dégrade en intolérance et la cohésion en repliement sectaire, mais au-delà duquel une volonté politique se dilue dans un rassemblement d'appétits et les invocations unitaires deviennent une rhétorique frelatée qui couvre de son manteau d'hypocrisie l'inépuisable mystification de la collaboration de classe.

LE PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

On a dit du programme commun de gouvernement qu'il était l'événement politique le plus important survenu dans l'histoire du mouvement ouvrier français depuis le congrès de Tours.

Il dépend de nous qu'il le devienne effectivement. En bref, il s'agit, pour nous socialistes, d'inscrire le programme commun dans un éclairage, une perspective et une pratique politiques.

L'éclairage politique du programme commun nous est donné par le programme du Parti. Non seulement parce que toutes les dispositions essentielles de celui-ci s'y retrouvent, mais surtout parce que, si le programme commun est une projection commune, au niveau de l'engagement politique et des mesures à prendre, du programme socialiste et du programme communiste, cette projection se situe pour nous dans la perspective d'un projet politique qui est celui du Parti Socialiste.

L'idée centrale est que la prise du pouvoir d'Etat doit, pour ouvrir la transition au socialisme, être portée par un mouvement populaire susceptible d'amorcer sans délai la transformation de ce pouvoir.

Transcrite au plan de l'entreprise, cette idée signifie que l'expropriation juridique du capital doit rendre possible l'abolition fonctionnelle des rapports de production capitalistes par le développement du contrôle des travailleurs. Mais, de même que la transition au socialisme n'est pas le socialisme, le contrôle des travailleurs n'est pas l'autogestion, mais le processus qui la prépare. Voici pourquoi, soit dit en passant, certains de nos camarades ont tort de s'étonner — ou de regretter — que la perspective de l'autogestion, décrite dans le programme socialiste, ne fasse l'objet que d'une mention dans le programme commun : l'autogestion n'est pas la perspective commune, mais bien la perspective socialiste du programme commun.

A notre sens, les idées essentielles du programme commun sont les suivantes :

1) De même que le mouvement révolutionnaire ne doit pas méconnaître les institutions politiques bourgeoises, mais doit les retourner contre la bourgeoisie, de même l'union de la gauche doit protéger et rétablir les libertés démocratiques bourgeoises, la bourgeoisie étant de plus en plus fréquemment contrainte de fonder la perpétuation de son pouvoir sur la violation de sa propre légalité.

2) Le seuil minimum de nationalisation — brèche décisive dans le pouvoir des monopoles — doit : a) permettre le développement du contrôle des travailleurs dans l'entreprise ; b) préparer, sur l'initiative des travailleurs, l'expropriation complémentaire du capital.

3) D'une manière générale, le programme commun cherche un point d'équilibre entre une critique sous-jacente du productivisme forcené du capitalisme et de l'idéologie de-

minante — changer la vie — et la préoccupation « réaliste » d'éliminer la sous-consommation — vivre mieux — sans casser le système de production avant de l'avoir remplacé par un autre — pour vivre mieux il faut d'abord survivre — politiquement.

4) Si le problème de la violence bourgeoise n'est qu'allusivement abordé dans le programme commun, aucun socialiste conscient ne peut douter du caractère que prendra tôt ou tard la réaction.

5) La lutte des classes ne sera pas diminuée mais rendue plus intense par la prise du pouvoir. D'où le rôle essentiel des syndicats et les problèmes posés, pour nous socialistes, par l'état actuel des relations entre la CGT et le Parti Communiste.

6) La lutte des classes est la clef d'une politique étrangère socialiste. D'où la remise en cause : a) de la dérive social-démocrate vers l'institutionnalisation capitaliste de l'Europe ; b) de l'Etat soviétique comme pôle magnétique du socialisme et de la révolution ; c) des échanges internationaux avec les pays « dépendants ».

7) La transition au socialisme passe par une révolution des structures mentales dont l'institution scolaire — autant que les rapports de production — et l'ensemble des moyens de l'éducation seront le lieu. C'est un point d'application du programme dont la réalisation peut conduire à des interprétations différentes. Elles doivent donner lieu à des discussions approfondies avec nos camarades communistes.

Le Parti Socialiste sera-t-il capable de faire du programme commun de gouvernement un programme de lutte et de gouvernement ? L'impact du programme comme instrument d'éducation et de propagande politiques en dépend. Ce n'est pas le jour de la prise du pouvoir, c'est dans les mois qui viennent que la possibilité de conférer au programme commun une portée révolutionnaire sera confirmée ou perdue. Elle réside, pour l'essentiel, dans l'existence, la présence, la pratique d'un Parti Socialiste qui ait cessé d'usurper son nom.

« CHANGER LA VIE » Programme de Gouvernement du Parti Socialiste

doit être diffusé massivement par les militants. il est l'instrument du combat socialiste.

Les fédérations et les sections doivent passer commande dès les prochains jours aux Editions de l'An 2000, 41, boulevard Magenta.

Prix : 3,5 F l'exemplaire pour les 0commandes au-dessus de 10 exemplaires.

Prix de vente obligatoire : 5 F.

LA CONVENTION NATIONALE DU 9 JUILLET

La Convention Nationale du 9 juillet a été marquée par la ratification du programme commun et par la discussion de l'accord proposé avec les minoritaires radicaux.

Le programme commun a été ratifié à l'unanimité (moins deux abstentions). Unanimité d'enthousiasme pour la plupart, de résignation pour quelques-uns. Un an après Epinay l'union de la gauche est désormais reconnue par tout le Parti comme la seule stratégie possible. C'est aussi bien la leçon des faits que le résultat de la transformation intérieure en cours dans le Parti que la Convention Nationale a ainsi sanctionnés. Dans l'état actuel des choses, le débat dans le parti socialiste n'est plus entre partisans et adversaires de l'union de la gauche : il est entre ceux qui, acceptant le programme commun comme un fait accompli, entendent bien en réduire la portée en ne le considérant que comme un tremplin électoral, et ceux qui sont résolus à en faire un instrument de mobilisation populaire.

Cette différence, qui se répercute directement sur le rôle qu'on assigne aux élections dans l'ensemble des activités du Parti, est clairement apparue à l'occasion de la discussion de l'accord politique et électoral avec les minoritaires radicaux.

La veille de la Convention, le comité directeur avait proposé d'accorder dès le premier tour, sous le sigle de l'union de la gauche socialiste et démocrate, l'investiture du Parti à des minoritaires radicaux dans 49 circonscriptions. Cette proposition, acquise à une faible majorité et qui avait divisé la direction du Parti, dût être modifiée, le lendemain, devant les réactions de la Convention.

Dès le début de la séance, en effet, nos camarades avaient résumé dans un texte (1) les raisons pour lesquelles les modalités de l'accord envisagé avec les minoritaires radicaux ne leur paraissaient pas acceptables. Ce texte ne tendait pas à remettre en cause le principe d'un accord électoral avec un certain nombre de radicaux de gauche, mais il entendait définir d'une manière restrictive les exceptions que l'on pouvait consentir à la règle qui doit être celle de notre Parti : être présent partout au premier tour.

PRIORITE AU PARTI

En acceptant de s'effacer dans un certain nombre de circonscriptions où le socialisme venait de retrouver, depuis Epinay, un regain d'activité militante, le Parti endosserait en effet une conception erronée, purement électorale, de l'union de la gauche : il découragerait ses meilleurs militants en renonçant à affirmer, à l'occasion de la campagne électorale, ses positions politiques ; il donnerait ainsi, ça et là, une chance inespérée — et imméritée — au P.S.U. et au Parti Communiste. Bien qu'on ait pu faire légitimement valoir que l'ancien parti socialiste avait été, au moment des dernières élections législatives, absent dans plus de cent circonscriptions, et qu'en tout état de cause l'abandon d'une cinquantaine d'entre elles marquait tout de même un progrès, la Convention sentit bien que les propositions dont elle était saisie ne tenaient pas suffisamment compte, par l'ampleur des concessions offertes aux radicaux et une consultation insuffisante des fédérations, de la priorité que doit être pour tous les socialistes le renforcement de leur Parti. Aussi décida-t-elle, à l'unanimité, que la discussion avec les radicaux serait reprise sur les bases suivantes :

— principe de la désignation de candidats socialistes dans toutes les circonscriptions non explicitement citées par l'accord (c'est-à-dire limitations explicites des candidatures radicales à celles qui seraient arrêtées maintenant) ;

— réouverture de la négociation, conduite en liaison avec les fédérations et sanctionnée par un bureau du Parti, sur 25 circonscriptions ;

— renforcement des garanties politiques exigées des candidats radicaux, notamment par la signature d'un appel public du Parti.

Cette résolution représentait un compromis dont la portée n'était pas négligeable mais qui ne faisait que partiellement droit aux objections suscitées par les propositions initiales. Nos camarades du courant « Unité et Rénovation » s'abstinrent néanmoins de rompre sur ce compromis l'unanimité de la Convention, qui était avant tout celle de la ratification du programme commun, de même qu'ils laissèrent à Jean Poperen le plaisir de présenter in extremis deux amendements de pure forme, mais dont il attendait visiblement qu'ils lui attribuassent le mérite d'un combat qu'il avait plus suivi que mené.

La délégation du Parti rouvrit en conséquence, conformément à la résolution finale de la Convention, la négociation avec les radicaux de gauche et en soumit deux jours plus tard les premiers résultats au bureau du Parti :

— 4 circonscriptions étaient définitivement conservées (Seine-et-Marne, Lot-et-Garonne, Landes, Hérault) ;

— 33 définitivement accordées sous réserve d'un accord sur le nom des candidats ;

— 12 demeurent réservées.

Ces propositions ont été approuvées par le bureau (2 voix (C.E.R.E.S.) contre, 1 abstention). Sans vouloir en exagérer la portée ni méconnaître celle du coup de frein donné par la Convention, nous ne pouvons pas les considérer comme satisfaisantes.

DEUX CHOIX POLITIQUES

Au-delà de considérations locales, dont il semble d'ailleurs qu'on ait fait parfois trop bon marché, le véritable enjeu de cette controverse est celui d'un double choix politique : le premier concerne l'équilibre de la gauche, le second les moyens de ce que nous pouvons appeler, à l'instar de nos camarades communistes, l'alliance anti-monopoliste.

La nécessité de rééquilibrer la gauche ne fait pas question, mais seulement la manière de le faire. Convient-il de ressusciter aujourd'hui une nouvelle mouture de la F.G.D.S. en fabriquant de toutes pièces un parti radical qui a si totalement disparu d'une bonne partie des endroits où l'on prétend le réinventer qu'il n'a réussi à l'heure actuelle qu'à désigner une douzaine de candidats qui s'engageraient à répudier le réformisme des réformateurs ? La réponse est non, lorsque l'on est convaincu, comme nous le sommes, que c'est en progressant à gauche que le Parti du même coup répond à sa vocation, équilibre le Parti communiste et, dans la mesure où il en fait la démonstration, couvre, au niveau électoral, le maximum de terrain. Dans une conjoncture où la polarisation gauche-droite se renforce, la morale et l'efficacité à court terme se rejoignent.

Mais ce débat n'est que la traduction, en termes électoraux, du problème politique posé par le rôle des couches moyennes dans l'alliance anti-capitaliste. Si nous ne sommes pas sûrs que ce problème ait jamais été correctement posé, nous sommes certains que sa solution ne passe pas par les débris de l'ancien parti radical.

Le premier comité directeur du mois de septembre sera appelé, sur la proposition du premier secrétaire, à envisager la convocation, avant la fin de l'année, d'un congrès. Epinay accompli, on peut légitimement estimer que le Parti a besoin de redéfinir et de préciser ses orientations. D'autant plus que près d'un tiers de ses membres l'a rejoint depuis moins d'un an. Mais la préparation d'une campagne électorale, au cours de laquelle le Parti, tourné vers ceux qu'il doit convaincre, doit plus que jamais manifester son unité, est-elle propice aux discussions internes, à l'expression dans les sections de positions sans équivoque qui sont la condition d'un véritable débat ?

(1) Cf. page 4.

Projet de résolution sur l'accord national à conclure avec les radicaux

PRESENTE PAR PIERRE GUIDONI A LA CONFERENCE NATIONALE DU 9 JUILLET 1972

Sur la base du programme commun, la gauche peut abattre le pouvoir réactionnaire. Mais cela dépend d'abord du renforcement de notre Parti. C'est par lui que passe l'équilibre nécessaire au sein de la gauche. D'autre part l'apport à notre combat des républicains de gauche qui acceptent une perspective socialiste est nécessaire. Ce qui rend indispensable un accord avec la minorité du Parti Radical.

La recherche de cet accord ne doit pas être sacrifiée à l'objectif premier : construire le Parti Socialiste sur la ligne d'Epainay, du programme de Suresnes et du programme commun est donc la tâche la plus pressante.

**

Aussi, tel qu'il est présenté à la Convention, et par le nombre et l'intérêt des circonscriptions concédées, le projet d'accord avec les radicaux n'est pas acceptable :

— il bloquerait, en de nombreux endroits, l'implantation renaissante du Parti ;

— il diminuerait excessivement le total des voix comptabilisées sous notre drapeau ;

— il fournirait au P.C. et au P.S.U. l'occasion de capter

à bon compte notre électorat, dans les circonscriptions où nous ne présentons pas de candidat ;

— les contre-parties que nous pouvons en attendre sont problématiques.

**

C'est pourquoi la Convention donne mandat à la Commission des résolutions de désigner une délégation chargée, en liaison avec les fédérations intéressées, de reprendre et de mener à bonnes fins les négociations avec les radicaux qui refusent la stratégie centriste, dans des conditions effectivement compatibles avec le développement de notre Parti.

En particulier le Parti Socialiste devra présenter des candidats :

— partout où il est en mesure de l'emporter ;

— là où il a connu un regain notable d'activité militante depuis Epainay ;

— là où les radicaux ne peuvent faire la preuve de leur représentativité ;

— et, en toutes occasions, contre des candidats dont la ligne politique ne présenterait pas de garantie suffisante.

LE P.C.F. ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Au temps où socialistes et communistes disputaient du problème byzantin de l'alternance, le C.E.R.E.S. n'avait pas manqué de rappeler à nos camarades que la démocratie était une affaire de rapport de classes et de pratique politique, et que l'idée de la faire garantir juridiquement par des déclarations d'intention témoignait de la pénétration de l'idéologie bourgeoise dans les têtes spongieuses de la social-démocratie.

En d'autres termes : que le Parti Communiste proclame solennellement, et avec les génuflexions d'usage, son respect du suffrage universel ne peut pas faire de mal, mais nous avons toujours dit que l'attitude qu'adopteront nos camarades communistes à l'égard des gauchistes ou de phénomènes tel que la « normalisation » en Tchécoslovaquie aurait une portée autrement décisive pour convaincre les Français de la réalité de leur ralliement au pluralisme politique ou d'une analyse de classe des événements internationaux mieux dégagée de l'ombre portée de l'Etat soviétique.

En ce qui concerne nos « gauchistes », cela ne sera pas simple. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie non plus d'ailleurs ; nous ne devons pas méconnaître le problème déchirant que l'invasion soviétique et la répression consécutive dans ce pays pose virtuellement depuis quatre ans à une organisation qui enseigne depuis quarante ans à ses militants l'identification de l'Etat soviétique au socialisme.

C'est pourquoi la déclaration publiée le 28 août par le P.C.F. sur les procès actuellement en cours en Tchécoslovaquie doit être relevée comme un acte positif et important. Sur le texte même de la déclaration, sur la manière très allusive dont la condamnation des pratiques répressives en cours à Prague est argumentée, nous garderons (pour nous) notre opinion : le fait que cette déclaration

ait été publiée constitue à nos yeux un premier pas et donc, peut-être, un pas capital.

On sait que la veille, une conférence avait réuni, sur l'initiative du P.C.F., les délégations de vingt-sept partis communistes européens. Marchais devait préciser que l'unique objet de cette réunion était le Vietnam. Nous ne pouvons qu'approuver totalement les termes de la déclaration commune publiée à cette occasion par nos camarades communistes européens. Et nous devons féliciter nos camarades communistes français de prendre conscience que, s'ils ne sauraient en aucun cas être rendus responsables, comme vient de le rappeler le premier secrétaire de notre Parti, de ce qui se passe à Prague, la manière dont ils en jugent n'est indifférente ni ici, ni même là-bas.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Abonnement à VOLONTE SOCIALISTE

1 an : 15 F

abonnement groupé

VOLONTE SOCIALISTE ET CAHIERS DU CERES

1 an : 25 F — Etudiants : 15 F

abonnement de soutien

100 F

Règlement par chèque bancaire ou mandat poste au
CERES : 15, rue Beauregard, Paris-2^e
ou par chèque postal au C.C.P. du CERES : 3876 64 Paris

Edité par le C.E.R.E.S. - 15, rue Beauregard, Paris-2^e
Directeur de publication Jacques Peskine - C.C.P. Paris- 47-717
Imprimerie Abexpress - 72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e.